

**DÉPARTEMENT TRAVAUX, PRESTATIONS
TECHNIQUES, ÉNERGIE**

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Pascal VITTECOQ
Directeur des Travaux et du
Patrimoine

Cellule des Marchés Publics
☎ 02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Nicolas BERTHO
Chef de Département
Maintenance, Énergies et
Sécurité GHH
☎ 02.32.73.38.70

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**ENTRETIEN ET DEPANNAGE DES
ONDULEURS**

Numéro de la consultation : 26DTP003

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES (CCTP)**

Article 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir but de définir la nature des opérations de maintenance et de contrôles à effectuer sur les onduleurs des établissements du GHT afin d'assurer pleinement leur fonction de secours des installations électriques.

Les prestations hors forfait seront réalisées après acceptation d'un devis transmis auprès de la direction en charge de ces prestations sur chacun des sites concernés. Le devis sera établi sur le fondement des prix indiqués dans le DPGF et en annexe 1 du présent CCTP.

Article 2 QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE

Les prestations devront être réalisées par un personnel compétent et en nombre suffisant. L'outillage, le matériel, ainsi que les produits utilisés devront être adaptés à la nature des prestations demandées.

Le titulaire devra disposer d'un encadrement compétent capable de répondre aux exigences du présent marché. Le titulaire s'engage à disposer de tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer les engagements du présent marché en tout temps et en toutes circonstances, à l'exclusion des cas de force majeure.

Le titulaire ne pourra en aucun cas demander aux établissements du GHT de lui fournir du personnel pour l'exécution de ses prestations.

Article 3 EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le titulaire du présent marché est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il devra s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès de tous les services ou autorités compétentes.

Les opérations de maintenance préventive seront effectuées aux dates à convenir avec le représentant de l'établissement concerné. L'établissement se réserve le droit d'imposer la date d'intervention en fonction des impératifs des services concernés.

Le titulaire doit signaler, par écrit à chaque établissement, les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant clairement les conséquences que pourraient entraîner le refus de l'établissement de santé concerné de prendre en compte la dépense afférente aux travaux nécessaires, dans le cas où ceux-ci seraient à sa charge.

Le titulaire devra rendre, à un responsable technique, un rapport écrit lors de chacune de ses interventions détaillant la nature des opérations réalisées. La trame du rapport sera validée par établissement en début de contrat.

Planification

La période des visites périodiques est déterminée par chaque établissement. Le non-respect de la planification entraînera les pénalités prévues au CCAP. Le titulaire du marché indiquera dans son mémoire technique ses modalités de planification des visites périodiques (durées, échéances, etc...).

Article 4 PRESTATIONS OBLIGATOIRES DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Visite annuelle :

- Contrôle complet des appareils en fonction des prescriptions du fabricant.
- Vérification et étalonnage des différents paramètres d'entrée et de sortie.
- Contrôle des câblages et des composants.
- Remplacement des pièces d'usure ou jugées défectueuses.
- Pesage de la batterie.
- Contrôle de l'autonomie de la batterie et nettoyage des connexions.
- Contrôle et resserrage des connexions.
- Dépoussiérage complet des appareils.
- Remplacement des batteries si nécessaire. (Cette opération devra être réalisée au moins une fois avant la fin du contrat).
- Enlèvement et destruction des batteries usagées.
- Contrôle des différentes phases de fonctionnement.
- Le coût des fournitures et pièces de rechange est inclus dans le montant de la prestation.

L'ensemble de ces opérations devra être fait sans interrompre l'alimentation électrique des circuits utilisateurs. Le Titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter cet impératif.

Opérations de dépannage :

- Sur appel du client, le prestataire s'engage à intervenir dans un délai le plus réduit possible afin de rétablir le fonctionnement des appareils. Le prestataire devra joindre à son offre un document précisant les délais d'intervention et de rétablissement maximum qu'il s'engage à respecter ainsi que les moyens à sa disposition pour y parvenir. A la signature du marché, ce document deviendra contractuel.
- Les opérations de dépannage seront assurées 24 heures sur 24, 365 jours par an, y compris dimanche et jours fériés. En dehors des heures ouvrées, le prestataire devra disposer d'un système d'astreinte permettant de remplir ces conditions.
- Le prestataire devra disposer d'un service d'assistance téléphonique permanent, permettant au client de bénéficier d'un diagnostic rapide et d'indications pour un dépannage téléphonique.
- Le coût des fournitures et pièces de rechange est inclus dans le montant de la prestation.

Article 5 PRESTATIONS OPTIONNELLES DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Du type Option Télésurveillance et Télésuivi

La Télésurveillance consiste à détecter et diagnostiquer à distance les anomalies et pannes des onduleurs. Elle s'exerce en permanence 24h/24, 365 jours par an.

Le Télésuivi consiste en la consultation à distance de l'état des onduleurs et de ses composants et l'enregistrement des paramètres internes. Il permet la traçabilité des différents paramètres relevés. Il s'exerce périodiquement, en tout cas, au moins une fois par trimestre. C'est le centre de télésuivi du Titulaire qui déclenche la consultation des équipements. Le télésuivi permet au Titulaire d'analyser les paramètres relevés. Les analyses et les conclusions sont transmises, régulièrement ou sur simple demande de l'établissement concerné.

Ces prestations doivent permettre au titulaire de faire à distance le diagnostic d'un défaut et connaître en fonctionnement normal l'état des onduleurs et ainsi éviter des déplacements de techniciens.

- Le candidat devra chiffrer, en option, la Télésurveillance et le Télésuivi des onduleurs

Dans ce cas, il devra clairement indiquer le nouveau cadre d'intervention :

- Liste des contrôles à distance ;
- Liste des historiques disponibles ;
- Périodicité de la consultation des équipements ;
- Périodicité des comptes rendus (toutefois au moins une fois par an) ;
- Périodicité préconisée des nouvelles visites de maintenance préventive (indiquer une moins-value par rapport à l'offre de base)
- Détail des opérations de maintenance préventive ;

La mise en œuvre de la télésurveillance et du télésuivi ne doit en rien empêcher la réception locale des défauts par contacts secs et par bus.

Les tests du bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de transmission d'alarmes seront réalisés à chaque intervention sur site.

Les appareils contrôlés à distance recevront les cartes, modem, (etc.) nécessaires, au besoin gratuitement mis à la disposition des établissements concernés pendant la durée du marché. Le coût éventuel de la mise en fonction sera compris dans le présent marché. Les Centres Hospitaliers fourniront une ligne téléphonique S.D.A. par appareil.

Article 6 FOURNITURES

L'ensemble des fournitures et pièces de rechange sera conforme aux prescriptions du fabricant.

Toutes les pièces remplacées seront neuves et d'origine. Etant donné l'importance des circuits alimentés par les onduleurs, aucun matériel de substitution ou de qualité « dite équivalente » ne sera admis.

La documentation technique, les schémas, les instructions du constructeur, etc., sera remise au Titulaire à seule fin d'exécution du présent marché. Elle devra être remise à jour par ses soins en cas de modification des équipements consécutive à ses interventions. Elle reste la propriété de chaque Centre Hospitalier

Article 7 OBLIGATION DU TITULAIRE DU MARCHE

Le Titulaire du marché s'engage à respecter les mesures de sécurité applicables dans l'établissement. Aucune intervention ne pourra avoir lieu sans l'accord préalable du client.

Pour les opérations de dépannage, le prestataire s'engage à intervenir et à rétablir le fonctionnement des appareils dans les délais contractuels maximum qu'il aura lui-même établis à la remise de son offre.

En cas de non-respect de ces engagements, des pénalités seront appliquées. Le détail de celles-ci est mentionné au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

En cas de manquement répété à cet engagement, l'établissement concerné sera en droit de prononcer la résiliation du marché sans que le prestataire puisse prétendre à indemnisation.

Article 8 SÉCURITÉ

Tous les techniciens, appelés à intervenir sur les installations devront être présentés à chaque responsable de site.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité, un badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance à l'entreprise. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par les établissements de santé en matière d'intervention des entreprises sur le site.

L'accès du personnel du titulaire aux espaces à entretenir, est soumis aux conditions de sécurité en vigueur dans chaque établissement de santé partie au GHT. C'est pourquoi, le titulaire du marché doit informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes de sécurité générales et particulières propres à chaque établissement de santé et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

D'une façon générale, les intervenants extérieurs devront strictement respecter la discipline générale de l'établissement (règlement intérieur consultable sur demande).

L'entreprise titulaire s'engage à retirer, sur simple demande des établissements de santé qui en font la demande, tout ouvrier qui contreviendrait aux prescriptions énumérées ci avant.

L'entreprise titulaire se devra de respecter toutes les dispositions liées au code du travail par l'utilisation d'équipements et outillages de sécurité collectifs et individuels propre à son activité.

Article 9 MODALITÉS D'INTERVENTION

Dans le cadre de son activité, le titulaire fournira tous les outils et équipements liés à son activité sur le site pour son personnel.

Ces équipements et outillages ainsi que leurs organes de sécurité devront être en parfait état tant pour son personnel, que pour ceux des établissements, ainsi que pour les patients et les visiteurs.

Article 10 DÉTERMINATION DU MONTANT DE L'OFFRE

Le candidat devra s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès des services compétents de l'établissement concerné.

L'entrepreneur devra dans ses prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et ceci dans les règles de l'art pour garantir des prestations de qualité.

Il devra être remis avec l'offre les informations sur l'entreprise permettant de connaître les moyens humains, techniques et d'organisation de la société pour assurer les prestations au vu de la présente demande de contrat.

Article 11 AVENANTS

Toute modification (Ajout et/ou suppression) dans le listing des installations en charges sera traitée par voie d'avenant au marché (cf article 14 du CCAP).

Article 12 TRAVAUX NON FORFAITAIRES

Les travaux de remise en état ultérieurs et consécutifs à un acte de malveillance ou une mauvaise utilisation du matériel pourront être facturés en plus du forfait après acceptation d'un devis.

Pour toute prestation ne relevant pas directement de l'objet du marché, mais néanmoins nécessaire à l'obtention de son objectif, la réalisation de celle-ci nécessitera impérativement l'accord de l'établissement concerné.

Le règlement de cette prestation sera effectué de la manière suivante :

- Pour les fournitures :

Sur présentation d'un justificatif du fournisseur des matériels, affecté d'un coefficient.

- Pour la main d'œuvre :

Par application d'un taux horaire, préalablement défini, multiplié par le nombre d'heures réellement effectuées.

Le coefficient des fournitures et le taux horaire seront définis par le titulaire du marché, lors de la remise de son offre.

Section I.1	Coefficient applicable sur le prix d'achat des fournitures	
Section I.2	Taux horaire de la main d'œuvre	

Article 13 INTERLOCUTEURS

À la mise en place du marché, les établissements du GHT souhaitent pouvoir être en relation avec un interlocuteur disponible pour mettre au point les circuits de communication dans les meilleurs délais afin de répondre sans interruption aux besoins des structures.

Au quotidien, les responsables techniques de chaque site ont besoin d'avoir un interlocuteur disponible pour :

- Répondre aux demandes de devis,
- Répondre aux demandes d'informations diverses sur les équipements et les prestations associées,
- Faire des points sur l'exécution du marché.

Le candidat présentera dans son offre la ou les personnes référente(s) qu'il désigne en tant qu'interlocuteur(s) pour le présent marché, en précisant :

- Les coordonnées,
- Le profil et les compétences,
- La disponibilité.

Article 14 SUIVI DES PRESTATIONS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Rapport d'intervention et traçabilité

A l'issue des interventions et pour chaque passage, le prestataire en fera valider la réalisation par un agent habilité de l'Etablissement concerné **par la signature d'un rapport d'intervention détaillé.**

Un exemplaire sera délivré à l'établissement concerné, comprenant:

- La ou les date(s) d'intervention ;
- Les heures de début et de fin d'intervention ;
- Le ou les équipement(s) concernés ;
- Le détail des prestations réalisées ;
- Les interventions supplémentaires qui seraient nécessaires.

ATTENTION :

Le traitement des factures et des paiements qui en découlent sont conditionnés à la bonne transmission du rapport d'intervention complet (voir détail ci-dessus) ET validé par la signature d'un agent habilité du service. Il appartient au titulaire de faire signer son rapport et d'en délivrer un exemplaire au signataire avant son départ du site.

La signature de l'agent ne vaut pas acceptation des prestations mais validation du passage et de la présence du prestataire. De même la signature de l'agent ne présume pas de la complétude du rapport d'intervention délivré par le titulaire.

ANNEXE 1 CCTP : LISTE DES SERVICES DEMANDEURS ET INTERLOCUTEURS

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- - EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escalles.

CH	Adresse	Responsable service Technique
<u>Groupe hospitalier du havre :</u> Hôpital Jacques Monod Hôpital Gustave Flaubert Hôpital Pierre Janet	29 Avenue Pierre Mendès France, 76290 Montivilliers 55 Bis Rue Gustave Flaubert, 76600 Le Havre 47 Rue de Tourneville, 76600 Le Havre	Yann CRESSOT
CH Pont Audemer	64 Route de Lisieux 27500 Pont Audemer 325 rue Louis Pasteur 27 210 Beuzeville	Christophe MARTIN
CHI des Hautes Falaises	100 Avenue François Mitterrand 76400 FECAMP	Yohann CRUYPENINCK
EHPAD La Belle Etoile EHPAD Les Escalles.	EHPAD De saint jean : 13 Rue Louis Blériot, 76600 Le Havre EHPAD Les Colibris : 51 Rue Dr Roux, 76600 Le Havre EHPAD Iris: 47 Rue Mac Orlan, 76600 Le Havre EHPAD De la Belle Etoile : 33 Rue Jacques Prévert 76290 Montivilliers	Fanny CHARPENTIER